



**TERRITOIRE
DE BELFORT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°90-2023-128

PUBLIÉ LE 27 OCTOBRE 2023

Sommaire

DDT 90 /

90-2023-10-26-00003 - Arrêté préfectoral portant abrogation de l'arrêté
alerte renforcée n°90-2023-09-06-00002 (3 pages)

Page 3

Préfecture du Territoire de Belfort /

90-2023-10-26-00002 - Arrêté portant interdiction de rassemblement
organisé par l'association France Palestine Solidarité - groupe nord
Franche-Comté 90 le 27 octobre 2023 (4 pages)

Page 7

DDT 90

90-2023-10-26-00003

Arrêté préfectoral portant abrogation de l'arrêté
alerte renforcée n°90-2023-09-06-00002

**ARRÊTÉ N° 90-2023-10-
portant abrogation de l'arrêté alerte renforcée n°90-2023-09-06-00002**

Le préfet du Territoire de Belfort

Vu le Code de l'Environnement pris notamment en son article L. 211-3 relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 640 à 645 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment son titre II ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L. 2212-2-5 L. 2212-2 et L. 2215-1 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

Vu le décret du 15 février 2022 portant nomination du Préfet du Territoire de Belfort – Monsieur SODINI (Raphaël) ;

Vu l'arrêté portant règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) du 27 février 2017 ;

VU l'arrêté cadre interdépartemental N° 90-2023-06-15-00002 relatif à la mise en place des principes de vigilance et de gestion de la ressource en eau en période d'étiage dans le sous-bassin de l'Allan ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 90-2023-09-06-00002 portant restriction provisoire des usages de l'eau : niveau alerte renforcée ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée en vigueur ;

CONSIDÉRANT l'amélioration de la situation hydrologique du bassin versant de l'Allan qui ne nécessite plus l'application de mesures de restriction des usages de l'eau;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Objet

L'arrêté préfectoral n° 90-2023-09-06-00002 est abrogé.

ARTICLE 2 : Durée et publicité

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Territoire de Belfort. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à compter de sa publication.

Une copie du présent arrêté sera transmise aux maires des communes du Territoire de Belfort pour affichage pendant un délai minimal de deux mois en un lieu accessible à tout moment et rendu public par tout moyen approprié.

ARTICLE 3 : Voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, soit d'un recours administratif, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Besançon.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 4 : Publicité

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil administratif du département, et d'une publication sur le site internet des services de l'État dans le Territoire de Belfort (IDE).

Il sera adressé pour affichage au maire de chaque commune concernée.

Cet arrêté sera également publié sur le site internet national Propluvia.

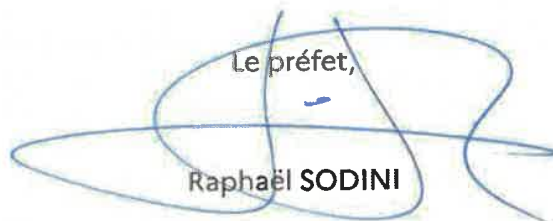
Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de l'agence régionale de santé, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs et ampliation et sera adressé :

- au préfet coordonnateur de bassin Rhône-méditerranée
- à Mmes et MM. les Maires des communes du département du Territoire de Belfort
- au colonel commandant le groupement de gendarmerie du Territoire de Belfort
- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au responsable du service départemental de l'office français de la biodiversité,
- au président de la chambre interdépartementale d'agriculture 25-90,
- au président de la chambre de commerce et d'industrie
- au président de la fédération du Territoire de Belfort pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
- au directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations.

Fait à Belfort, le **26 OCT. 2023**

Le préfet,

Raphaël SODINI

Préfecture du Territoire de Belfort

90-2023-10-26-00002

Arrêté portant interdiction de rassemblement
organisé par l'association France Palestine
Solidarité - groupe nord Franche-Comté 90 le 27
octobre 2023

ARRÊTÉ N°
**portant interdiction du rassemblement organisé par l'association France Palestine
Solidarité – groupe nord Franche-Comté 90 le 27 octobre 2023**

**Le préfet du Territoire de Belfort
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L 211-1 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2214-4 ;

Vu le code pénal et notamment ses articles 431-3 et suivants, R. 610-5 et R. 644-4 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 1^{er} octobre 2021 nomment monsieur Renaud NURY, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort ;

Vu le décret du 15 février 2022 nommant monsieur Raphaël SODINI en qualité de préfet du Territoire de Belfort ;

Vu la déclaration du rassemblement reçue en préfecture par courriel le mardi 24 octobre 2023 à 09h48 ;

Considérant qu'en application des articles L 211-1 et suivants du code de la sécurité intérieure, les cortèges, défilés, rassemblements de personnes et toute manifestation sur la voie publique sont soumis à l'obligation d'une déclaration préalable auprès du préfet du Territoire de Belfort, trois jours francs au moins et quinze jours francs au plus avant la date de manifestation ; que le dépôt de la déclaration de manifestation de l'association France Palestine Solidarité – groupe nord Franche-Comté 90 devant avoir lieu le 27 octobre 2023 à 17h30 a été effectué par courriel adressé à la préfecture du Territoire de Belfort le 24 octobre 2023 à 09h48 ; que le délai des 3 jours francs n'est donc pas respecté ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité investie du pouvoir de police administrative de concilier l'exercice du droit de manifester avec les impératifs de l'ordre public ; que le respect de la liberté d'expression, dont découle le droit d'expression collective des idées et des opinions, ne fait ainsi pas obstacle à ce que l'autorité investie du pouvoir de police

interdise une manifestation si cette mesure est la seule de nature à prévenir un trouble grave à l'ordre public ; que tel est le cas notamment lorsque l'objet même de cette manifestation est susceptible d'affecter le respect de la dignité de la personne humaine, qui est une composante de l'ordre public ; qu'il appartient en outre à l'autorité administrative de prendre les mesures de nature à éviter que des infractions pénales soient commises ;

Considérant que l'association France Palestine Solidarité – groupe Nord Franche-Comté 90 envisage d'organiser un rassemblement de soutien au peuple palestinien « Appel au cessez-le-feu, halte aux massacres à Gaza » le vendredi 27 octobre à 17h30, sur la place Corbis à Belfort ; que cette manifestation prend place dans un contexte de tensions vives au Proche Orient en raison des attaques terroristes perpétrées par le Hamas à l'encontre de citoyens israéliens le samedi 7 octobre 2023 ; que ces attaques, particulièrement barbares, se sont traduites par des assassinats, des exécutions sommaires, des actes de torture et des prises d'otages, que ce soit à l'égard de militaires ou de civils, y compris vulnérables comme des femmes, des enfants ou des personnes âgées ; que tel a été notamment le cas à l'occasion du festival de musique électronique *Tribe of Nova* au cours duquel 260 festivaliers ont été tués ; que ces atrocités ont suscité un vif émoi à l'échelle nationale et internationale, en particulier au sein de la communauté juive ; que depuis, le Hamas a menacé Israël d'exécuter ses otages pour toute action de représailles menée par Israël ;

Considérant que, dans le contexte des hostilités dont le Proche-Orient est le théâtre qui s'est traduit par une recrudescence des actes à caractère antisémite, les manifestations sur la voie publique ayant pour objet, directement ou indirectement, de soutenir le Hamas, de justifier ou de valoriser les exactions telles que celles du 7 octobre 2023, sont de nature à entraîner des troubles à l'ordre public, résultant notamment d'agissements relevant du délit d'apologie publique du terrorisme ou de la provocation publique à la discrimination, à la haine ou à la violence contre un groupe de personnes à raison de son appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion ; qu'il appartient à l'autorité préfectorale d'apprécier, à la date à laquelle elle se prononce, la réalité et l'ampleur des risques de troubles à l'ordre public susceptibles de résulter de chaque manifestation déclarée ou prévue, en fonction de son objet, déclaré ou réel, de ses caractéristiques propres et des moyens dont elle dispose pour sécuriser l'évènement ; à ce titre, il revient au préfet compétent, sous le contrôle du juge administratif, de déterminer, au vu non seulement du contexte national précédemment décrit, mais aussi des circonstances locales, s'il y a lieu d'interdire une manifestation présentant un lien direct avec le conflit israélo-palestinien, quelle que soit du reste la partie au conflit qu'elle entend soutenir ;

Considérant que dans sa brochure de présentation l'association France Palestine Solidarité indique avoir pour vocation « le soutien au peuple palestinien y compris dans sa lutte pour la réalisation de ses droits nationaux » ;

Considérant que, parmi les organisateurs, l'un d'eux relaie notamment sur les réseaux sociaux de la propagande pro-palestinienne laissant apparaître un soutien à la cause palestinienne avec un sous-entendu sur les États identifiés par leurs détracteurs comme ayant des velléités colonialistes ;

Considérant que dans cet appel à manifester, il est fait mention de centaines de morts dans le bombardement de l'hôpital Al-Ahli de Gaza, qualifié de crime de guerre ; que cette affirmation désormais officiellement contestée peut être considérée comme de la désinformation et contribue à nourrir les tensions ;

Considérant que dans son appel au rassemblement, l'association France Palestine Solidarité utilise le mot « massacre », que l'utilisation de cette sémantique est susceptible d'attiser les tensions ;

Considérant qu'au regard de son objet, du caractère récent de l'attaque du Hamas, du nombre important de victimes et d'otages exposés à un risque d'exécution, des violents affrontements, toujours en cours entre l'État d'Israël et le Hamas, la tenue d'une manifestation de soutien au peuple palestinien peut susciter des atteintes à la dignité humaine et des troubles à l'ordre public ; que par suite, il appartient à l'autorité administrative de prévenir un tel trouble en l'interdisant ;

Considérant que le préfet du Territoire de Belfort, par arrêté n°90-2023-10-19-00003 du 19 octobre 2023, a interdit le rassemblement organisé par l'association « Un cairn pour l'humanité » prévu le 21 octobre 2023 pour des motifs similaires en raison des revendications identiques ; que cet arrêté ayant été confirmé par le tribunal administratif le 20 octobre 2023, le rassemblement n'a pas eu lieu ; que la tenue de ce rassemblement le 27 octobre 2023 pourrait également réunir les participants du précédent mouvement non autorisé et donner ainsi plus d'ampleur à cette manifestation dont la sécurité et l'absence de débordement ne pourraient plus être garantis par le seul contrôle de l'association France Palestine Solidarité ;

Considérant la réunion en préfecture avec l'organisateur en date du 26 octobre 2023 ;

Considérant que l'organisateur a indiqué ne pas être en mesure d'estimer le nombre de participants au rassemblement déclaré ; qu'il admet ne pas être en mesure d'empêcher des prises de paroles non souhaitées ;

Considérant que l'organisateur n'est pas en mesure de garantir l'absence de débordements de type apologie du terrorisme, de provocation à des actes de terrorisme, d'incitation à la haine ou à la discrimination à raison de l'appartenance à une Nation ou une religion ;

Considérant que le lieu choisi pour la manifestation est situé à 100 mètres de la synagogue et que le jour et l'heure du rassemblement correspondent aux heures habituelles de l'office de l'entrée en Shabbat ;

Considérant que l'organisateur lors de la réunion du 26 octobre 2023 a refusé de modifier le lieu de rassemblement ;

Considérant enfin, qu'au regard de l'émoi causé par les récentes attaques du Hamas, non seulement parmi la communauté juive mais également au sein de la communauté nationale, de la diffusion en continu, dans les médias et réseaux sociaux, d'images particulièrement atroces des victimes, une telle manifestation est susceptible de générer de graves heurts et affrontements entre tenants et opposants du Hamas et d'Israël ;

Considérant que, dans ces circonstances, seule une interdiction de la manifestation envisagée est de nature à prévenir les troubles à l'ordre public et la commission d'infractions pénales ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort ;


Arrête

Article 1^{er} : Le rassemblement revendicatif organisé à Belfort le 27 octobre à 17h30 par l'association France Palestine Solidarité – groupe Nord Franche-Comté 90, intitulé « Appel au cessez-le-feu, halte aux massacres à Gaza » est interdit.

Article 2 : Toute infraction au présent arrêté sera réprimée, s'agissant des organisateurs, dans les conditions fixées par l'article 431-9 du code pénal, à savoir six mois d'emprisonnement et 7500 euros d'amende et, s'agissant des participants, par l'article R. 644-4 du même code, à savoir une amende prévue pour les contraventions de quatrième classe.

Article 3 : Le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort et le directeur départemental de la sécurité publique du Territoire de Belfort sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, affiché sur le lieu de la manifestation et dont un exemplaire sera transmis sans délai au procureur de la République.

Fait à Belfort, le 26 octobre 2023

Le préfet

Raphael SODINI